NOUVELLE REVUE THÉOLOGIQUE

62 Nº 1 1935

La tragédie de l'église évangélique (IV)

Le Concile de Wuppertal-Barmen

Pierre DELATTRE

p. 35 - 54

https://www.nrt.be/es/articulos/la-tragedie-de-l-eglise-evangelique-iv-3507

Tous droits réservés. © Nouvelle revue théologique 2026

LA TRAGÉDIE
DE L'ÉGLISE ÉVANGÉLIQUE

IV. Le Concile de Wuppertal-Barmen.

Lorsque, aux derniers jours du mois de mai dernier, nous abandonnions à l'appel impérieux des presses, les dernières pages de l'étude publiée sous ce même titre, les luttes religieuses en Allemagne entraient précisément dans une phase aiguë. Sept mois ont passé depuis lors. Débordant les questions de personnes pour s'accuser toujours davantage en conflit de doctrine, les oppositions n'ont fait que s'affirmer plus irréductibles : au moment de reprendre le récit des événements, il semble donc qu'un rappel s'impose, au moins sommaire, des objectifs poursuivis par l'un et l'autre camp.

Porté en juin 1933 à la tête de l'église évangélique d'empire par un coup de force des Chrétiens allemands, l'aumônier militaire Louis Müller, désormais REICHSBISCHOF, évêque d'empire, assumait ainsi la tâche de réaliser, sur les bases d'une constitution acceptée le 11 juillet 1933 par tous les partis, l'union en une seule *église allemande évangélique* des vingt-huit églises régionales, luthériennes, calvinistes, évangéliques. Compromis entre les aspirations unitaires et les tendances fédéralistes, la constitution du 11 juillet 1933 accordait aux premières l'institution d'un chef suprême gratifié de droits honorifiques mais aussi d'un pouvoir effectif appréciable. Un évêque d'empire, incarnation de l'église allemande évangélique, en garantissait l'unité; chef du gouvernement central, il présidait le synode national, instituait au nom de l'église les évêques ou chefs des églises régionales, dirigeait un ministère ecclésiastique doté d'une compétence législative étendue. Des tempéraments constitutionnels cependant, de caractère fédératif, atténuaient ce que pouvait avoir d'inquiétant pour des consciences évangéliques cette reconstitution d'une hiérarchie et cette centralisation

apparente de l'autorité. L'église d'empire restait formée d'églises régionales : celles-ci conservaient leur autonomie administrative. Leurs évêques, régulièrement convoqués par l'évêque d'empire, lui servaient en quelque sorte de Conseil d'État; la constitution leur attribuait le droit de présenter au synode national le candidat à la fonction suprême d'évêque d'empire; elle leur reconnaissait aussi celui de proposer à celui-ci les pasteurs aptes à siéger dans le Ministère ecclésiastique. Un synode national complétait l'organisation. Convoqué au moins une fois par an, plus souvent s'il le demandait, sa collaboration était requise pour toute modification importante dans l'organisation de l'église d'empire : à défaut de l'unanimité dans le Ministère, les deux tiers de ses voix étaient nécessaires pour rendre valide toute loi modifiant de fait la constitution.

Si imparfait qu'il fût, ce compromis marquait un pas en avant vers l'union des églises allemandes; eu égard à la multiplicité des confessions, il était d'une importance religieuse et politique capitale. Aux aspirations vers une concentration des forces nationales il concédait tout ce qui pouvait s'accorder avec la susceptibilité des « confessions »; entre les mains d'un évêque d'empire modéré, prudent, homme d'État, nul doute qu'il fût capable, avec le temps, de contribuer au relèvement du prestige de l'église évangélique. Bodelschwingh vraisemblablement en aurait tiré ce parti, mais au petit cercle des agités dont Müller était la créature, une pareille constitution n'apportait que des satisfactions très mélangées. Ce qu'on voulait ici débordait en effet de beaucoup ce que, en juin 1933, les circonstances contraignaient d'accepter. Pour les Chrétiens allemands, un tel compromis ne pouvait être qu'un marchepied : la porte était simplement ouverte; on s'installerait dans l'édifice, mais avec la ferme intention de le transformer entièrement. Les mêmes réformes radicales devaient être opérées dans l'église comme dans l'état : si, au-dessus des autels, on n'osait point encore inscrire la devise que tous portaient déjà gravée dans le cœur : « *Un Peuple, un État, une Église, une race, un sang, une foi* », on s'en inspirait pourtant déjà. Plus d'églises régionales, luthériennes

ou calvinistes, autonomes sous des chefs élus, mais, comme dans l'Église catholique, de véritables diocèses dirigés par des fonctionnaires ecclésiastiques dépourvus de toute autorité législative, nommés par l'évêque d'empire, révocables. Comme on ne voulait qu'une église, on voulait, pour la régir, un pouvoir fort et centralisé. Ainsi, aux principes spécifiquement protestants de la communauté groupée par la foi en un même ensemble de croyances, « la Confession », en qui et par qui s'exprime l'Esprit-Saint, « vox Populi vox Dei », on substituait sans discussion le principe du chef, le principe d'autorité. Non seulement les communautés devraient désormais s'incliner devant une autorité visible, mais elles n'auraient plus même voix au chapitre dans l'établissement de la hiérarchie qui leur serait imposée par en haut.

Müller, il est vrai, avait au début protesté de la pureté de ses intentions. La constitution nouvelle ne toucherait en rien aux Confessions, c'est-à-dire aux formulaires de croyances; on ne se proposait qu'une organisation extérieure qui, encadrant tant d'églises indépendantes les unes des autres, mettrait un peu d'ordre dans la confusion. Respectueux des consciences, les réformateurs ne se proposaient d'ailleurs que d'agir à l'amiable : pour amener les églises à se rallier à l'idéal des Chrétiens allemands, on recourrait à la persuasion. A mesure que les semaines passaient, il avait bien fallu cependant constater à quel point les actes démentaient les paroles. Sous prétexte de débarrasser l'église d'éléments troubles, politiques et réactionnaires, on avait sans égard révoqué ou suspendu les surintendants (doyens) et les pasteurs les plus estimés pour leur caractère, leur doctrine, leur vie religieuse : en Prusse, une cure sur cinq, en Saxe une sur trois, étaient sans pasteur. Dans les églises où dominaient les Chrétiens allemands, les meilleurs éléments désertaient les temples pour célébrer leur culte dans des salles de restaurant, de danse, de théâtre. Scandalisés par un gouvernement si contraire à l'esprit de l'évangile, vingt-quatre églises régionales sur vingt-huit refusaient d'obéir aux sommations de l'évêque d'empire, d'abdiquer entre ses mains leurs pouvoirs

traditionnels, et elles déclaraient s'en tenir à la Constitution de juillet 1933. Finalement, ce régime de violence révoltant les consciences, laïcs et ecclésiastiques s'étaient concertés pour constituer des *synodes libres*. Formés d'éléments résolus à défendre « l'église du Christ menacée dans son essence même par l'immixtion de la politique », ces assemblées développaient maintenant un mouvement de protestation qui, gagnant de proche en proche, prenait une telle allure, qu'à la fin de mai 1934 on compterait à peu près autant de synodes libres que d'églises régionales officiellement incorporées dans l'église d'empire. Le Brandebourg avait donné le signal; la Rhénanie et la Westphalie avaient suivi l'exemple. En Thuringe même, longtemps dominée par les Chrétiens allemands, un synode aussi s'organisait. Le 29 avril, luthériens et réformés de Westphalie ayant conclu une alliance, une *Union confessionnelle dans l'église allemande évangélique* s'était constituée sous la présidence du Dr Koch : l'opposition avait maintenant son pôle d'attraction.

Au début de cette étude, et pour l'intelligence des événements qui vont suivre, il n'est pas inutile, croyons-nous, de jeter rapidement un coup d'œil sur ce mouvement synodal, d'en mesurer l'ampleur et l'unanimité. Dès le mercredi 2 mai, l'*Union confessionnelle dans l'église allemande évangélique* publie à Berlin un communiqué qui, en quatre articles, réprouve les méthodes de gouvernement de l'évêque d'empire et précise les conditions de la paix religieuse. Le dimanche 6, deux jours seulement après la capitulation du synode de Saxe entre les mains de l'évêque Müller, cent trois pasteurs et laïcs, délégués par les communautés saxonnes, s'assemblent à Dresde pour protester contre cette trahison. Le lendemain 7, à Stettin, le synode libre de l'église de Poméranie — cent vingt-cinq membres accourus de toute la province — s'insurge contre les prétentions de l'évêque d'empire tandis que, siégeant à Cassel, les chefs de l'Union confessionnelle publient une déclaration à la fois solennelle, énergique, précise, que signent les plus hautes sommités religieuses de l'évangélisme. Le mercredi 9, l'évêque de Hanovre, Dr Mahrarens, un des trois constituants de mai

et de juillet 1933, personnage aussi considéré pour sa valeur religieuse par les catholiques que par les évangélistes, proteste à son tour contre la décision prise par le sénat de son église d'adhérer sans conditions à l'église d'empire; et le jeudi 10, fête de l'Ascension, une assemblée du clergé évangélique à Siegen, appuyée sur une pétition de quarante mille signatures — quatre-vingts pour cent des électeurs inscrits dans le pays de la Sieg — prend à son tour position contre le gouvernement central de l'église d'État. Le samedi 12 mai, c'est au tour du Consistoire évangélique de Munster en Westphalie, de faire connaître son refus de mettre à la disposition de l'évêque d'empire l'église des saints Apôtres, qu'il requiert pour l'intronisation du pasteur Adler comme évêque de Westphalie, le dimanche de la Trinité 27 mai. La semaine qui suit n'est pas moins agitée. Le dimanche 13, réunis en grand nombre à Brême, des délégués des églises luthériennes du nord de l'Allemagne : Hanovre, Oldenbourg, Hambourg, Schleswig-Holstein, dénoncent comme un danger pour l'unité du peuple allemand les atteintes portées par le gouvernement central ecclésiastique à la Constitution de juillet 1933, dont le Reich s'est porté garant; tandis qu'à l'autre extrémité de l'empire, à Breslau, le synode confessionnel de Silésie déclare se ranger derrière son évêque le Dr Zänker et adhérer à l'Union confessionnelle. Sur huit cent trente curés ou pasteurs, cinq cent cinquante signent la déclaration et tout aussitôt les désertions commencent à ébranler le front Chrétien allemand. Le mardi 15 mai, le synode libre de Brandebourg siège à Berlin-Steglitz au milieu d'une assistance considérable. En termes véhéments le comte von Arnim-Kröblenberg y stigmatise les procédés de combat des Chrétiens allemands : révocations sans nombre, violences brutales sur la personne des ecclésiastiques qui refusent de se soumettre. « L'opposition, dit-il, n'est pas assez énergique. La résistance reste trop passive »; et il rappelle au clergé que, dans la formule de l'ordination, l'obéissance à l'autorité séculière est expressément placée au second rang. Passant au paragraphe arien, il souligne que tout baptisé est chrétien et qu'il n'y a pas

de chrétiens de seconde classe. Tous les orateurs expriment la même façon de voir : la fusion des églises luthériennes en une église d'empire est incompatible avec le principe confessionnel. Quatre jours plus tard, le samedi 19 mai, une longue déclaration paraît, signée de douze professeurs de la Faculté de théologie à l'université de Leipzig. Elle réprouve l'arbitraire introduit dans l'église au nom du *Führerprinzip* et réclame le retour à un état de choses à la fois plus juridique, plus ecclésiastique, plus conforme à l'esprit de l'évangile. Le mercredi 23, tandis que, réunis à Hanovre dans l'église historique des marchands, deux mille délégués de l'Union confessionnelle représentant cinq cent soixante paroisses se rangent aux côtés de l'évêque Mahrarens contre le sénat de l'église du Hanovre, la presse évangélique publie un Mémoire souscrit par trente-deux professeurs de théologie représentant douze universités de l'Allemagne du nord. Eux aussi, après avoir rappelé la mission de l'église, condamnent en termes énergiques l'introduction dans l'église du *Führerprinzip* dont, en les énumérant, ils révèlent les lamentables conséquences. Le lendemain, jeudi 24 mai, le prévôt Eckert, délégué de l'évêque d'empire pour la capitale, ayant convoqué chez lui, pour leur offrir des paroisses hors de Berlin, douze curés suspendus de leurs fonctions mais qui persistent à les exercer dans les chapelles de fortune, les douze curés refusent d'un commun accord de se rendre à la convocation, « ce qui présumerait, disent-ils, de la légalité des mesures dont ils ont été l'objet »; plus énergique encore, la communauté des Samaritains somme l'évêque d'empire, dans un écrit qui porte deux mille cinq cents signatures, de lui rendre son curé, Harnisch, directeur de la presse du *Notbund*, menaçant, s'il n'est pas fait droit à sa réclamation, de rompre ipso facto avec l'église d'empire. Même évolution des esprits à Hambourg où le jeudi 24, en présence de l'évêque Müller et du Dr Jäger, le président du synode officiel qui vient de capituler lit une protestation collective des principaux curés de la ville et de membres du synode qui protestent contre l'adhésion donnée à l'église d'empire. Chaque jour du mois, sur le bureau du

ministre de l'Intérieur affluent les télégrammes d'assemblées, les lettres d'évêques, les déclarations de synodes qui protestent contre l'action politique développée dans l'église, sous le couvert de l'évêque Müller, par le ministère des cultes prussien; en public comme en privé, Frick se contente de répondre que « l'État n'interviendra pas, l'église devant régler elle-même ses affaires intérieures ».

De toutes les manifestations multipliées depuis un mois sur tous les points de l'empire, aucune cependant ne doit agir sur l'opinion avec autant de force que le concile qui, dans les derniers jours de mai, se tient à Wuppertal en même temps que le synode libre de cette église de vieille Prusse dont Müller est le chef immédiat. Répondant à l'invitation de l'Union confessionnelle, dix-huit églises régionales sont là, représentées par leurs chefs. De tout l'empire une foule immense est accourue, attirée par la présence simultanée de toutes les personnalités en vue de l'opposition : Dr Koch, président de l'Union confessionnelle, Dr Friedrich von Bodelschwingh, évêque d'empire dépossédé par Müller, Dr Meiser, évêque de Bavière, Dr Wurm, évêque de Wurtemberg, Dr Mahrarens, évêque de Hanovre, Niemöller et Jacobi, curés de Berlin, chefs du Pfarrernotbund, surintendant Hahn. Trois jours durant, du 29 mai au 1er juin, le concile examine la situation créée dans l'église évangélique par l'action despotique de Müller, du Dr Jäger et des Chrétiens allemands. Se posant, non en délégués d'une « opposition », mais en représentants authentiques des églises, les membres du concile constatent que le gouvernement ecclésiastique central, en dépit de la Constitution qui le lie, ne tient aucun compte ni de la Bible, ni des Confessions; qu'il multiplie les atteintes aux libertés des églises; que, par ses violations répétées du Droit et de la Constitution, il n'est plus qualifié pour se dire le gouvernement légal de l'église allemande évangélique. Toutes les incorporations d'églises faites jusqu'à présent sont déclarées nulles et non avenues parce qu'opérées par voie de contrainte morale et qu'il est impossible de séparer la constitution extérieure d'une église de sa propre confession. La formation

d'une hiérarchie est déclarée en contradiction avec la pensée fondamentale de la Réformation; le principe du chef, étranger à l'esprit de l'évangile. Aucune unité ne saurait être réalisée dans l'église par des méthodes de violence non plus que par un gouvernement central autoritaire. En d'autres termes, l'évêque d'empire Müller est destitué, entraînant avec lui dans sa déchéance le Ministère ecclésiastique et tout son état-major de collaborateurs. « Les principes théologiques sur lesquels est fondée l'église allemande évangélique, déclare le concile, sont, aussi bien de la part des Chrétiens allemands que du gouvernement central ecclésiastique, constamment et fondamentalement contredits et rendus inefficaces par des prétentions étrangères. Dans ces conditions, cette église, au regard de toutes les confessions que nous représentons, cesse d'être une église ». En conséquence, l'Union confessionnelle prend elle-même en mains l'organisation d'ensemble de l'église allemande évangélique. Sa direction suprême, loin de se comporter à la manière des chefs politiques et séculiers, s'inspirera de l'esprit pastoral et ecclésiastique. Le pouvoir législatif appartiendra, en principe, à l'église, qui décidera seule de l'attitude à adopter vis-à-vis de l'État, des sociétés religieuses étrangères du pays, des églises alliées de l'étranger, mais l'administration, le culte, la jurisprudence, resteront le domaine des églises régionales, corporations libres de statuer sur ce qui regarde leur propre confession. Les communautés, représentées suivant le principe calviniste par des délégués, conserveront leur autonomie. Marquant ensuite un pas en avant dans la voie de l'unité, luthériens, calvinistes, évangéliques, tombent d'accord sur six articles de foi dont trois rejettent la hiérarchie, la contrainte morale de la conscience, l'intrusion de l'État dans les affaires de l'église; en termes qui ne laissent rien à désirer, ils consacrent en outre, dans leur conception de l'église, des principes absolument opposés aux principes des Chrétiens allemands et du national-socialisme.

Ces déclarations capitales sont à peine connues du public que, le 1er juin, le synode confessionnel de l'église de vieille

Prusse rompt avec l'évêque Müller, lui refuse obéissance, se constitue en église autonome, et qu'une déclaration de la Faculté de théologie d'Erlangen, « la forteresse historique du pur luthéranisme », signée de six professeurs dont le Dr Paul Althaus, vient appuyer de sa haute autorité les décisions des deux synodes : « Une fusion des églises luthériennes dans l'église allemande évangélique est en contradiction avec la pensée religieuse qui est à la base de la confession luthérienne ».

Telle était l'atmosphère au sein des communautés religieuses de tout l'empire quand, le 16 mai, dédaignant de se dissimuler plus longtemps derrière l'évêque d'empire Müller, le Dr Jäger avait publié le communiqué triomphal que voici : « Un mouvement s'est développé ces dernières semaines dans l'église allemande évangélique qui permet désormais de parler vraiment d'unité ecclésiastique. L'événement capital de l'année 1933 avait été la création d'une église allemande évangélique qui rassemblerait toutes les églises régionales sous un évêque d'empire. Les faits ont prouvé qu'on n'a point réussi par là à réaliser une église unique. Les vingt-huit églises régionales, dont la structure extérieure donne une image parfaite de l'Allemagne au sortir du congrès de Vienne (1815), prétendaient malgré tout demeurer ce qu'elles sont. L'évolution qui s'accomplit actuellement : leur soumission à un gouvernement central, leur intégration en un tout organique, est donc, du point de vue historique aussi bien qu'ecclésiastique, d'autant plus remarquable que le mouvement s'accomplit de la volonté même des corporations ecclésiastiques. L'exemple donné par la plus grande église régionale, celle de l'Union évangélique de la vieille Prusse, a été suivi presque aussitôt par les églises de Hesse-Nassau, de Saxe, de Schleswig-Holstein, de Thuringe. Aujourd'hui, la seconde en importance des églises luthériennes évangéliques, le Hanovre, vient à nous. Les trois quarts de tous les allemands évangéliques sont ainsi rassemblés et d'autres églises régionales annoncent joyeusement leur prochaine adhésion. Cette unité de l'église allemande évangélique ne portera évidemment aucune atteinte à la physionomie particulière de

chacune des parties de l'Allemagne. La forme extérieure d'une église lui est toujours donnée par sa Confession et par la vitalité en elle de l'évangile... A la commission législative qui sera prochainement convoquée il appartiendra de trouver une formule d'unité claire, du double point de vue ecclésiastique et théologique... Une des premières conséquences de cette union va être de simplifier l'administration. Dans quelle mesure pourra-t-on, de ce fait, réaliser des économies ? L'avenir le dira. En tout cas ce n'est pas de l'église d'empire qu'il faut attendre une bureaucratie administrative comme ce fut trop souvent le cas ces dernières années... Le plus urgent est maintenant d'atteindre le but poursuivi dans le gouvernement de l'église d'empire par le directeur ministériel Dr Jäger : l'apaisement... »

D'illusions sur l'accueil que ferait « la contre-église » à ce document, Jäger n'en avait pas plus que Müller. Pour l'un comme pour l'autre d'ailleurs, la tactique à suivre était depuis longtemps arrêtée. Persuadés que l'organisation extérieure, dans laquelle ils voulaient encadrer toutes les églises, n'avait rien à voir avec les Confessions doctrinales, ils étaient résolus à ne pas discuter avec l'opposition mais à la mettre en présence de faits accomplis. Le mot d'ordre était : « si l'église ne veut pas se soumettre, il faut la réformer ». Sans doute aurait-on souhaité bâillonner l'Union confessionnelle, lui retirer tout droit de discuter dans la presse, même ecclésiastique, les décrets et les actes du gouvernement central, mais le ministre de l'Intérieur Dr Frick, dont relevait cette mesure, s'obstinait à ne pas y donner son consentement. Il ne restait donc qu'à user de pression pour amener les synodes officiels des églises à capituler : on aurait ensuite les mains plus libres pour « débarrasser l'église d'éléments réactionnaires qui, sous couleur de théologie, persistaient à y jeter le trouble ».

Le 7 mai, Müller, sans souci de l'émotion causée dans l'église de Saxe par le vote du synode, avait promulgué une ordonnance qui homologuait l'abdication du sénat et du synode et faisait de la Saxe un simple diocèse de l'église d'empire. Le dimanche 13,

il avait installé en Thuringe un nouvel évêque, Sasse, dont toutes les revues ecclésiastiques reproduisaient ces déclarations récemment faites à Weimar : « La lutte qui marque pour l'église la grande époque historique que nous traversons sera poursuivie jusqu'à une heureuse issue : la création d'une église allemande chrétienne unique que nous appelons, nous, l'église nationale allemande chrétienne... Aussi longtemps que le peuple allemand sera partagé en deux confessions, il ne peut pas être question d'unité ecclésiastique. L'Idée-force du national-socialisme vaincra et elle réalisera cette unité ». En pourparlers avec Munster pour l'intronisation de l'évêque Adler, Müller se heurtait bien au consistoire de l'église de Westphalie et au presbyterium de Munster ; mais, solidement appuyé par le ministère prussien des cultes, il ne doutait pas de l'emporter là comme ailleurs. Aussi, dans les derniers jours de mai, au moment même où les synodes libres tiennent à Wuppertal les assises dont nous avons parlé, le Dr Jäger, qui préside à Berlin les travaux de la commission administrative de l'église allemande évangélique, annonce pour juillet la convocation du synode national qui se réunira soit à Berlin soit à Wittenberg. Une organisation de l'église, entièrement nouvelle, sera soumise à son approbation; les adversaires actuels de l'église y trouveront certainement l'occasion de se réconcilier avec elle; les calvinistes en particulier seront l'objet de très grandes prévenances. Puis, comme s'il voulait pourtant contraindre ses adversaires à se cantonner dans une opposition systématique, le gouvernement d'empire appelait à la chancellerie de l'église d'empire, comme spécialiste pour toutes les questions touchant la formation théologique secondaire et supérieure, le pasteur Otto Langmann, connu pour ses idées nationales-socialistes avancées et qui n'envisageait toutes les questions que d'un point de vue politique et de parti.

Si âpre que fût devenue, pendant les derniers mois, la lutte entre le gouvernement central de l'église d'empire et les Chrétiens allemands d'une part, l'Union confessionnelle et le Pfarrernotbund d'autre part, il s'en fallait encore de beaucoup que les fronts fussent à cette époque parfaitement homogènes. Dans

l'un et l'autre camp figuraient bien des éléments qui n'en épousaient point absolument la mentalité, et se défendaient, parfois vivement, d'en approuver indistinctement tous les actes. Parmi les Chrétiens allemands en particulier beaucoup étaient croyants, sincères, animés d'excellentes intentions, persuadés qu'en suivant l'évêque d'empire ils obéissaient à l'autorité légitime. Immense fut donc leur émotion lorsque, sur ces entrefaites, ils prirent connaissance des actes synodaux du Wuppertal et de Berlin-Brandebourg, qui déclaraient hérétiques église d'empire et Chrétiens allemands, et qui, en termes à peine déguisés, disqualifiaient personnellement presque tous leurs chefs. Il n'était plus possible, dans ces conditions, de songer à un rapprochement. Une conférence des chefs de l'opposition prussiens, bavarois, wurtembergeois siègeait maintenant à Berlin : on ne pouvait espérer qu'elle atténuât les points de frictions, nombre de désertions affaiblissant de jour en jour à son profit le mouvement Chrétien allemand. En conséquence, aussi bien parmi les Chrétiens allemands que dans le gouvernement central de l'église, les extrémistes réclamaient des mesures énergiques, il fallait agir sans retard, si on ne voulait pas voir, en dépit des adhésions officielles d'églises régionales, l'opposition grouper dans ses rangs la majorité des évangéliques et surtout des pasteurs; il fallait frapper non seulement les têtes mais révoquer purement et simplement, sans pension ni indemnité, tous les rebelles. Puisque aussi bien le mouvement des jeunes réformateurs « Évangile et Église » et le Pfarrernotbund refusaient de participer en juillet au synode national, qu'ils qualifiaient d'ores et déjà d'*illégal*, les Chrétiens allemands, seuls soutiens de l'église d'empire, n'avaient à prendre conseil que d'eux-mêmes.

De tous les entretiens qui, depuis la fin d'avril, avaient fourni aux membres de synodes libres l'occasion de s'éclairer mutuellement sur le caractère des événements, une conclusion ressortait maintenant : non seulement le principe même de la Réformation se trouvait en jeu mais une question plus grave encore se posait : « Le christianisme lui-même survivrait-il à la création

d'une église allemande évangélique telle que la voulaient Müller, Jäger et les Chrétiens allemands ? A tous il paraissait évident que le christianisme positif dont parlait constamment le chancelier Adolf Hitler n'avait rien de commun avec le christianisme positif de Rosenberg, Baldur von Schirach et autres éléments radicaux. Il n'était pour s'en convaincre que de suivre la polémique développée sur ce sujet, dans la *Reischwart*, organe du Deutsche Glaubensbewegung, par le comte Reventlow. Le mouvement des Chrétiens allemands, où l'on s'inspirait beaucoup plus de germanisme que de christianisme, n'était qu'un phénomène de transition. Déjà notablement différent de ce qu'il était à l'origine, il subissait chaque jour davantage les influences radicales. Le mercredi 18 avril, à Berlin le prévôt Eckert, délégué général de l'évêque d'empire pour toute la capitale, s'appuyant, lors d'une ordination de pasteurs, sur le chapitre V de saint Matthieu, contestait formellement l'identité du Dieu de l'Ancien Testament et du Nouveau, niait que le premier comportât l'idée du Christ, interprétait les paroles des anges aux apôtres, lors de l'Ascension, dans ce sens que, du Christ ressuscité il n'y avait plus rien à attendre. Jésus était simplement le prédicateur d'une morale supérieure, il ne nous avait laissé qu'une doctrine et des exemples. En outre, déclarant qu'il n'ordonnait pas *pro ecclesia* mais pour le service des communautés dont les besoins et les désirs religieux devaient avant tout servir de directives aux pasteurs, Eckert avait finalement ajouté : « Nous arrangerons ensemble notre formule d'ordination ». En Hesse, le directeur des cultes — Chrétien allemand — interdisait l'usage de l'Ancien Testament dans l'enseignement religieux; en Wurtemberg, dans leur organe *Der deutsche Sonntag*, (7 juin) les Chrétiens allemands développaient ce thème que le Christ n'était pas juif... Et n'entendait-on pas déjà leurs théologiens proclamer hautement, comme l'avait fait le samedi 12 mai, dans sa leçon d'ouverture en la grande salle de l'université d'Iéna, le professeur de théologie pratique Dr W. Meyer, qu' « il n'y a pour les Chrétiens allemands qu'une seule Terre-Sainte : l'Allemagne » ; et que « mieux vaut le paganisme, s'il

s'accompagne d'un amour fanatique de l'Allemagne, qu'un christianisme basé sur la théologie dialectique, qu'il s'agisse de celle enseignée dans l'Église catholique, église antinationale et antipopulaire, ou de celle promulguée par la Légion Étrangère des théologiens genre Karl Barth » ? Quant à Müller n'avait-il pas, le dimanche 10 juin, pris part, à Berlin Tegel, au congrès des Chrétiens allemands présidé par le pasteur Tausch, successeur du trop fameux pasteur Krause, mais dans les mêmes idées que lui ? Il s'y était solennellement déclaré solidaire des Chrétiens allemands, leur avait décerné le titre de « tuteurs du peuple évangélique », proclamant une fois de plus sa devise : *un Peuple, un État, une Église* ? En réalité, les Chrétiens allemands faisaient inconsciemment le lit du *Deutsche Glaubensbewegung*, sorte de paganisme germanique... à moins que ce ne fût, par réaction, celui du catholicisme. Dans l'un et l'autre cas, l'œuvre des réformateurs du XVI^e^ siècle était condamnée à disparaître si les évangéliques ne résistaient pas jusqu'au bout. La question de la foi dans le Christ étant ainsi poussée au premier plan, il était clair que le fossé s'approfondissait d'autant entre l'église d'État et l'église confessionnelle.

Tout entier à son œuvre de directeur ministériel des cultes, aussi peu préoccupé de théologie que décidé à réaliser l'unité administrative de l'église, Jäger s'en souciait fort peu. Tout, pour lui, devant être résolu par l'adhésion des églises, il n'y avait d'urgent que l'obtenir; les moyens importaient peu. Le lundi 2 juin lui avait apporté une nouvelle victoire : l'église de Brunswick avait remis à l'église d'empire tous les pouvoirs du synode régional, de la commission ecclésiastique, et du conseil supérieur, y compris le droit d'édicter des lois modifiant la constitution. Dix jours plus tard, ç'avait été le tour de l'église d'Oldenbourg; victoire moins brillante il est vrai puisque trente et un membres seulement contre treize, dont neuf avaient aussitôt quitté la salle, avaient voté la capitulation, et que, par cinquante-deux voix sur cinquante-sept présents — nonante pour cent des pasteurs — l'Association des curés de paroisses du pays avait déclaré ne pas accepter les décisions du synode

régional. Le 15, il enregistrerait un nouveau succès par l'adhésion de l'église de Brême à laquelle il devait présider en compagnie de l'évêque d'empire; mais d'ici là, pensait Jäger, un congrès des chefs d'églises convoqué à Wittenberg (14 juin) pour examiner le projet de constitution, lui en procurerait un bien autrement retentissant. Des invitations personnelles à participer à la conférence ayant été adressées aux évêques de Wurtemberg, de Bavière, de Hanovre, au président de l'église de Westphalie, ainsi qu'aux personnalités de premier plan du Pfarrernotbund, Jäger les attendait avec d'autant plus de confiance que l'évêque d'empire avait, le 10 juin, nettement défini au congrès des Chrétiens allemands, dans un sens acceptable pour les membres du concile de Wuppertal, ce qu'il entendait par christianisme positif. Il ne resterait donc qu'à se mettre d'accord sur la question des rapports de l'Église et de l'État.

Grande fut la déception du gouvernement central ecclésiastique lorsque, l'heure venue d'ouvrir le congrès, Müller, Jäger, et quelques membres de la commission se trouvèrent seuls dans la salle de délibération. Non seulement tous les chefs des églises régionales faisaient défaut, mais Niemöller et Jacobi, dont la présence en ville était connue, s'étaient dérobés. Avec plusieurs autres membres de l'opposition ils tenaient, paraît-il, séparément conseil « au nom de l'église évangélique ». Müller, réduit à présenter devant quelques Chrétiens allemands un rapport que tous connaissaient déjà par le menu, dévora l'affront sans patience. Quelques semaines plus tôt il avait, dans un discours à Essen, prophétisé que, le 15 juin, toutes les églises luthériennes, réformées, évangéliques, seraient rassemblées en une seule église d'empire : le 15 juin au soir, huit églises seulement sur vingt-huit lui avaient accordé leur confiance. Encore la décision, toujours prise à une faible majorité, l'avait-elle été souvent aussi « le cœur lourd » selon l'expression de l'évêque de Saxe, Coch, Chrétien allemand aussi convaincu que national-socialiste fervent. En Bavière, Wurtemberg, Bade même, on demeurait inébranlable. Qu'on prît là très au sérieux les excom-

munications lancées à Wuppertal, Müller en avait la preuve dans l'abstention systématique de tous les membres du concile. Les Chrétiens allemands s'étaient flattés de régénérer l'église; force lui était bien de constater qu'en quelques mois la révolte de quelques curés groupés en Notbund aboutissait à un impressionnant mouvement d'opposition, qui, gagnant de proche en proche, menaçait d'entraîner après soi toute l'église. Le soir même, tandis que Müller et Jäger quittaient Wittenberg pour Brême où ils devaient solennellement introniser le nouvel évêque, le vicaire général de l'évêque d'empire, Oberheid, renonçait à son poste.

A quel mobile obéissait ainsi ce jeune homme de trente ans à peine, dont la carrière avait été si prodigieusement rapide? On ne l'ignorerait pas longtemps, et par là même l'opposition perdrait tout espoir de voir s'améliorer une situation pleine de confusion. Étudiant en théologie, Oberheid avait quitté l'université pour s'adonner quelques années au ministère dans de grandes paroisses industrielles de Rhénanie. Puis il était revenu achever ses études. Vicaire surnuméraire à peine depuis six mois, il avait été distingué par Müller et, au titre d'évêque de Rhénanie, compris dans la première et grande promotion épiscopale. Mais Oberheid naturellement n'avait joui dans sa nouvelle situation d'aucune influence sur un milieu que son élévation avait scandalisé. Fidèle à lui-même, Müller l'avait donc appelé à Berlin pour occuper dans le gouvernement central le poste de « chef d'état-major de l'église d'empire », titre que de puissantes interventions l'avaient bientôt contraint d'échanger contre celui plus ecclésiastique de vicaire général. Quelques mois durant, Oberheid avait joui dans le gouvernement central d'un crédit sans limites. L'église avait alors connu des temps difficiles : de dignes surintendants, d'irréprochables pasteurs, s'étaient vus en grand nombre censurés, suspendus, révoqués. Sans égard pour la constitution, le ministère avait multiplié les mesures les plus arbitraires. Bref le gouvernement central avait alors soulevé contre lui toutes les églises dont les chefs, d'un commun accord, le rejettaient maintenant comme

illégal. Peu à peu cependant Oberheid était entré en conflit avec Jäger dont il réprouvait les projets de lier étroitement à l'État une église fortement centralisée. Aujourd'hui, son émule en violence l'emportait : il ne lui restait qu'à quitter à la fois, sans laisser à personne de regrets, le ministère, le titre d'évêque de Rhénanie, et vraisemblablement l'église d'empire elle-même.

Si la conférence de Wittenberg n'apportait ainsi à Müller et Jäger qu'un échec retentissant, la situation de l'église évangélique elle-même apparaissait alors comme profondément triste. Jamais elle n'avait été si divisée. Dans toutes les églises régionales deux camps se disputaient les fidèles. Beaucoup de communautés étaient totalement détruites, la plupart sérieusement ébranlées. L'autorité de l'église surtout était gravement compromise. Fortement travaillées par la phraséologie nationale-socialiste, tenues dans l'ignorance absolue des questions en jeu par le silence obligé de la presse, les masses, détachées de toute préoccupation religieuse, n'envisageaient que sous l'angle politique, le conflit dont au reste ne leur parvenaient que de lointains échos. Tout se réduisait pour elles à « une bataille de curés », et cela suffisait à discréditer l'église entière. S'il avait été seulement loisible de les éclairer, c'en eût été vite fait de la politique de parti à l'intérieur de l'église, mais aussi longtemps que le ministère prussien des cultes ferait cause commune avec les Chrétiens allemands on ne devait pas l'espérer. Un danger cependant plus grave encore, le schisme, menaçait l'église évangélique. En fait, deux églises se trouvaient maintenant face à face, qui toutes deux s'excommuniaient. Pour tous les esprits qui croyaient encore à l'église du Christ, le concile de Wuppertal était un événement d'une portée capitale. Quelles en seraient les conséquences ? Nul n'osait encore le prédire, mais beaucoup éprouvaient l'impression qu'on s'acheminait vers une rupture dans les institutions puisque déjà le schisme était fait dans les esprits. A qui cherchait loyalement de quel côté penchait le protestantisme, il apparaissait du reste qu'en fait, Müller et Jäger n'avaient obtenu la capitulation des églises régionales que là où le protestantisme était sans vie ni activité.

Le dimanche 17 juin, l'*Évangile dans le IIIe Empire*, organe officiel du mouvement Chrétien allemand, publiait ce bulletin de victoire : « Afin que chacun puisse d'un seul coup d'œil apprécier ce que représente aujourd'hui l'église allemande évangélique, nous donnons ci-dessous la statistique des fidèles par église régionale. De ce tableau ressort clairement de quel côté penche le protestantisme dans le Troisième Empire ». Mais pouvait-on, pour trancher une aussi grave question, s'en rapporter au seul langage de chiffres ainsi brutalement alignés ? L'influence d'une église se mesure-t-elle au nombre d'âmes inscrites sur ses registres ou d'après celui de ses véritables fidèles ? Les moyens ne manquaient pas de connaître ceux-ci : il n'était que de consulter le tableau des participants à la Cène. Dans quelles proportions les deux églises comptaient-elles de ces participants ? Or, à la question ainsi posée, la réponse était tout autre; car, si les églises ralliées réunissaient le chiffre imposant de 32.870.000 âmes, la moyenne des pratiquants par contre n'était chez elle que de 21,25 pour cent, alors que dans les églises réfractaires : Bavière, Wurtemberg, Hesse-Cassel, Bade, elle dépassait 45,85 pour cent. La même remarque valait d'ailleurs pour cette Prusse dont les Chrétiens allemands étalaient pesamment les 19.620.000 âmes et qu'ils faisaient figurer tout entière parmi les églises ralliées. Ici les provinces croyantes de Rhénanie, Westphalie, Hanovre, étaient précisément aussi celles qui se montraient les plus réfractaires. A n'en pas douter par conséquent, où l'église d'État l'emportait, les influences politiques expliquaient seules le succès.

Que la paix fût de ce chef profondément troublée dans l'empire, et le régime national-socialiste lui-même atteint dans sa considération, nul ne pouvait en douter. C'était pourtant un fait, que, sans exception, tous les chefs de l'opposition provenaient de régions et de milieux dévoués par tradition à la plus grande Allemagne et que leur nationalisme était au-dessus de tout soupçon. Comme par ailleurs le congrès de Wuppertal en amenant les luthériens, les réformés, les évangéliques, à se concerter spontanément avec les évêques de Bavière, de Wur-

temberg, de Hanovre, et le président de l'église de Westphalie, avait posé l'acte le plus important que l'histoire du protestantisme allemand enregistrât, dans le sens de l'union des églises, depuis la Réforme, on commençait, dans les hautes sphères officielles à se préoccuper des proportions que prenait le conflit. Discourant le lundi 18 juin devant le Conseil d'État prussien convoqué en séance extraordinaire, le ministre président Goering, celui-là même qui, derrière Rust, ministre des cultes, et Jäger, directeur des affaires ecclésiastiques, encourageait le plus énergiquement l'évêque d'empire Müller, abordait en ces termes la question religieuse : « L'État national-socialiste, résolu à tout renouveler, a décidé la création d'une nouvelle église d'empire. Consciemment, il se garde d'intervenir personnellement et, après avoir posé les principes, il laisse aux églises le soin de s'y adapter, pour réaliser ainsi une certaine unité. Jamais — et je parle ici au nom de tous les hommes d'État nationaux-socialistes, au nom même du Führer, — il ne nous est venu à l'idée d'imposer à cette église un caractère luthérien, réformé, évangélique, pas plus que de nous en servir pour écraser les autres. L'État laisse en ces choses chacun libre d'agir à sa guise; il protège toutes les confessions qui, devant lui, jouissent de droits égaux... Mais, de cette place, je tiens à prévenir très sérieusement les ecclésiastiques de l'église de Prusse qu'ils ont à mettre promptement un terme à leurs disputes. Tout ce bruit n'a pour effet que d'enlever à l'Allemagne, considérée jusqu'à présent comme la terre d'où rayonnent sur le monde l'idée et la pensée de Luther, la direction des églises évangéliques. Nous exigeons qu'enfin la paix et l'entente règnent en ce domaine, et qu'on cesse à l'intérieur de l'église de Prusse de se battre sur le dos du peuple croyant ».

Simplifier à ce point la question n'était point la résoudre et les Chrétiens allemands allaient sans tarder administrer eux-mêmes au tout puissant ministre la preuve que le conflit débordait largement les milieux ecclésiastiques. En ce milieu de juin où nous ont amené les pages qui précèdent, les Chrétiens allemands de Coblence et de Trèves, se séparent en effet bruyam-

ment du mouvement pour s'unir aux Chrétiens allemands de Thuringe qui, maîtres de l'église régionale, poussent à la création d'une église nationale où fusionneraient, en marge de Rome, catholiques et protestants. A Cologne, à Dusseldorf, les désertions creusent également des vides profonds dans les mêmes rangs. En Westphalie, telle est l'exaspération des esprits que, pour la première fois, le président de la province ose censurer la presse chrétienne-allemande, en suspendant pour trois semaines les *Nouvelles évangéliques*, frappant, il est vrai, en même temps, de trois mois d'interdiction la *Westphalie évangélique* organe du mouvement confessionnel. Que la gravité des événements politiques : discours de von Papen à Marburg, agitation des Sections d'assaut, campagne de Goebbels contre les détracteurs du régime, journée du 30 juin, vienne pourtant alors marquer dans le conflit de l'église évangélique, un temps d'arrêt, nul ne s'en étonnera, de ceux qui savent par quelle crise intérieure le régime passe alors, des plus hautes instances au dernier fonctionnaire du parti. Des curés sans doute sont encore arrêtés, mais on peut voir maintenant, à Eichberg par exemple, tout un cortège nuptial que la paroisse vient rapidement renforcer, défendre avec énergie contre les gendarmes un pasteur arrêté au cours d'une cérémonie de mariage. Incertaines, les autorités se relâchent. En dépit des menaces proférées par Goering devant le Conseil d'État prussien d'abord, dans un grand discours à Cologne ensuite, le mercredi 27 juin, le Notbund continue de mener dans toutes les paroisses une active propagande en faveur de l'Union confessionnelle. L'apaisement n'est qu'à la surface. A la fois directeur des cultes au ministère prussien et juriste du ministère ecclésiastique de l'église allemande évangélique, Jäger entend bien régler en dictateur et selon les principes nationaux-socialistes, les relations entre l'État et l'Église, exiger des évêques, surintendants, pasteurs, une profession de loyalisme envers l'État en tant même qu'ecclésiastique. Le vendredi 6 juillet, la crise intérieure passée, lui-même reprend l'offensive.

(A suivre) Pierre DELATTRE, S. I.